

Compensation des désavantages: un pas vers l'école inclusive

Nachteilsausgleich: ein Schritt hin zur inklusiven Schule

Myriam Jost, Katrin Müller, CSPS

Vue d'ensemble

1. Exemples de cas
2. Bases légales
3. Intégration / Inclusion
4. Compensation des désavantages
 - Définition
 - Mesures concrètes possibles
 - Population concernée
 - Types de handicap
 - Démarche
 - Mandat CSPS
5. Développements nécessaires

1. Exemples de cas

Gymnase X :

- Lia, 17 ans, dyslexique
- Bénéficie de plus de temps lors de travaux écrits, et l'orthographe ne compte pas lors de travaux d'histoire, par exemple.
- Raisons: avec les aménagements accordés, Lia est capable d'obtenir une maturité et pourra poursuivre son cursus de formation.

Gymnase Y:

- Yann, 17 ans, dyslexique
- Doit réaliser les travaux écrits dans le même temps que les autres, l'orthographe compte dans toutes les épreuves.
- Raisons: les prestations doivent être les mêmes pour tous.

2. Bases légales

International

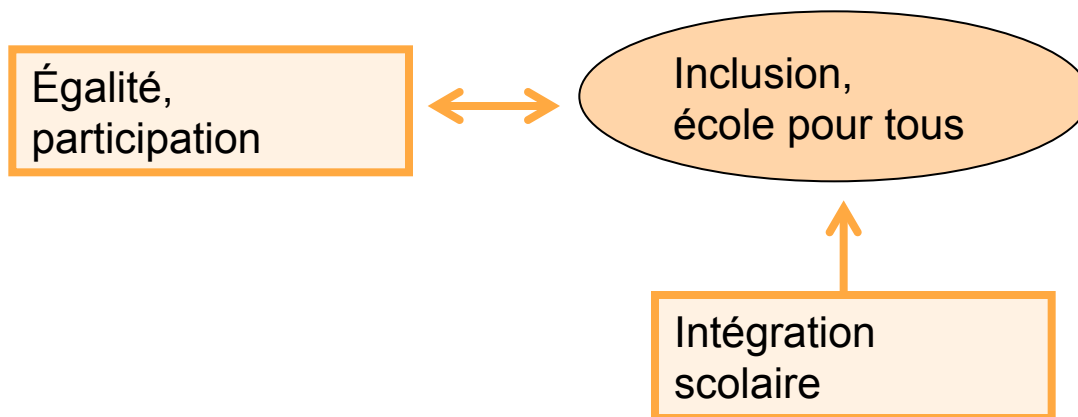
- Déclaration de Salamanca (UNESCO, 1994)
 - Éducation pour tous
 - Ratifiée par 92 pays, dont la Suisse
- Convention pour le droit des personnes handicapées (ONU, 2006)
 - Participation égale
 - Art 24: intégration /octroi de mesures spéciales
 - Ratifiée par 144 pays dont la Suisse en mai 2014

Suisse

- Constitution fédérale (1999)
 - Art. 8: Égalité: pas de discrimination, mesures pour éviter les inégalités
- Loi sur l'égalité pour les personnes handicapées LHand (2002)
 - Buts: Prévenir, réduire, éliminer les inégalités (+ formes d'inégalité: Art.2)

3. Intégration / inclusion

Dans le cadre de l'école obligatoire, l'égalité pour les personnes handicapées est associée à «une école pour tous», inclusive.



3. Intégration / Inclusion

En vertu de l'article 62, al.1 Cst, les cantons sont libres d'organiser leur système scolaire.

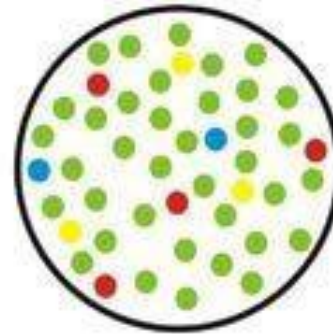
Ils sont cependant soumis au droit supérieur:

- Constitution fédérale
- Loi sur l'égalité pour les handicapés (Lhand)
- Convention relative aux droits des personnes handicapées (ONU)

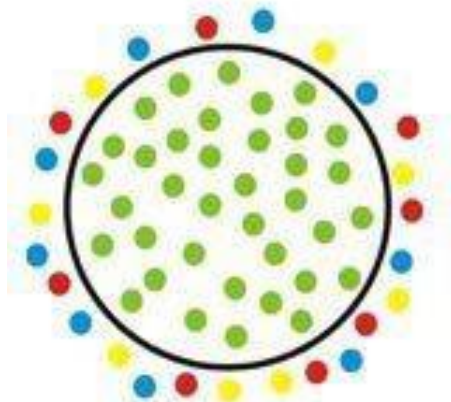
Ils sont donc tenus de:

- mettre en place l'intégration scolaire
- assurer l'égalité et la non discrimination des élèves handicapés au sein du système

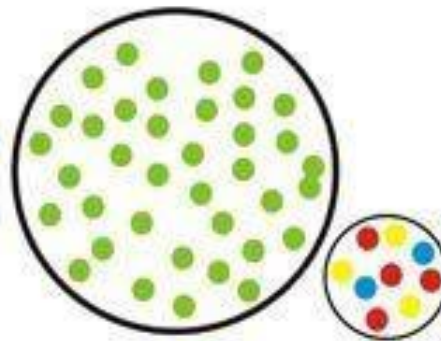
3. Intégration / inclusion



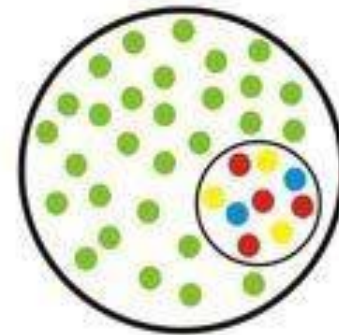
Inclusion



Exclusion



Séparation



Intégration

3. Intégration / inclusion

Scolarisation **avec** PEI (surtout à l'école obligatoire)

- Élèves n'ayant pas les capacités pour suivre le même cursus scolaire que les autres élèves de la classe (le plus souvent: déficience intellectuelle)
- Adaptation des objectifs et soutien spécialisé
- Élèves sous la responsabilité de l'enseignement spécialisé (généralement)

Scolarisation **sans** PEI (à tous les niveaux)

- Élèves ayant les capacités intellectuelles pour suivre le même cursus scolaire que les autres élèves de la classe
- Aménagement des conditions d'apprentissage/examen
- Élèves sous la responsabilité du gymnase

→ **Compensation des désavantages**

4. Compensation des désavantages

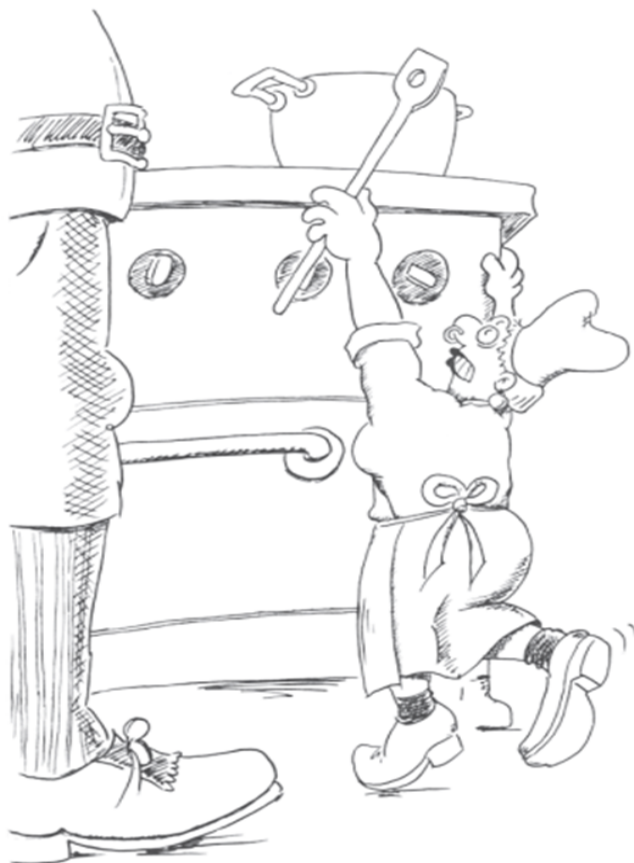
Définition:

- Neutralisation ou diminution des limitations causées par le handicap
- Aménagement des conditions d'apprentissage et des examens
- Pas d'adaptation des objectifs d'apprentissage/de formation

Application:

- Intervient lors de la scolarité obligatoire, le secondaire 2, le tertiaire ainsi que lors des examens d'admission /de certification correspondants
- Mesures individuelles attribuées en fonction d'une situation individuelle
- Respect du principe de proportionnalité

4. Compensation des désavantages



4. Compensation des désavantages

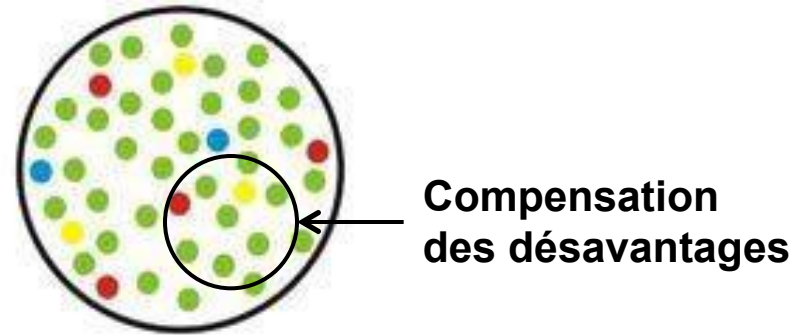
Possibilités concrètes

- **Aménagements temporels**
 - plus de temps (examen, formation)
 - séparation en x séquences (pauses)
- **Aménagements de l'environnement**
 - place de travail habituelle pour l'examen
 - salle séparée
 - éclairage optimisé
- **Aménagements matériels**
 - moyens auxiliaires (clavier braille, PC)
 - dictionnaire, calculatrice
 - documents adaptés (type et grandeur de police, ...)
- **Assistance personnelle**
 - interprète en langue des signes
 - « secrétaire »

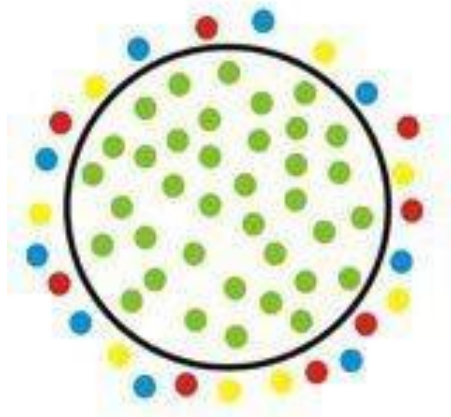
4. Compensation des désavantages

Population concernée

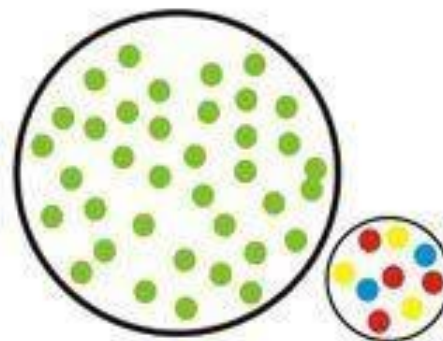
SZH : Stiftung Schweizer Zentrum für Heil- und Sonderpädagogik
CSPS : Fondation Centre suisse de pédagogie spécialisée



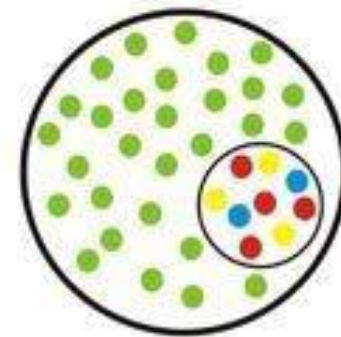
Ecole pour tous



Pas d'école



Séparation



Intégration

4. Compensation des désavantages

Types de handicap

Par fréquence d'apparition

- Handicaps psychiques
 - Trouble du déficit d'attention avec/sans hyperactivité
- Dyslexie-dysorthographe
- Dyscalculie
- Dyspraxie
- Déficience visuelle
- Déficience auditive
- Syndrome d'Asperger (Troubles du spectre de l'autisme)
- Handicap physiques
 - Maladies chroniques
 - ...

4. Compensation des désavantages

Démarche

Points issus de la pratique:

A l'école obligatoire et au gymnase:

- Signalement du besoin de CdD à l'autorité scolaire
- Nécessité d'une expertise réalisée par une autorité reconnue compétente, diagnostic
- Négociation des mesures - contrat – évaluation

Au gymnase uniquement:

- Mention d'un délai concernant le dépôt de la demande
 - enseignement : avant le début / durant le 1^{er} semestre (au rectorat)
 - examens de maturité: 6 mois avant / 2 ans avant (à la commission de maturité cantonale)

Parfois points de divergence, concepts pas toujours clairs

4. Compensation des désavantages Mandat CDIP au CSPS

But: clarifier le concept, informer

- FAQ: informations générales
- Fiches: Informations en lien avec les différents handicaps
- Articles dans la Revue et dans la Zeitschrift du CSPS, sept. 2013
- Point fort de la Schweizerische Zeitschrift für Heilpädagogik, sept. 2013
- Point fort de la Schweizerische Zeitschrift für Heilpädagogik, Nr. 3 im März 2015
- Conférences et workshops (public de professionnels et politiques)
- Conseil spécialisé à des privés ou des instances politiques
- ...

5. Développements nécessaires

1. Définition claire du concept
2. Diffusion du concept
3. Collaboration entre école régulière et spécialisée
4. Coordination de la mise en œuvre
5. Prise en compte des questions éthiques

5. Développements nécessaires

1. Définition claire du concept

Actuellement: différences conceptuelles importantes

Besoins de clarification:

- Limites de la CdD (qu'est-ce qui relève de la CdD, qu'est-ce qui n'en relève pas?)
- Libération des notes: quand est-ce de la CdD?
- Handicaps pris en compte: lesquels et pourquoi ?
- Pas de notation de l'octroi de CdD dans les documents
- Démarches de demande, processus d'attribution: comment?
- Mode de suivi des élèves: que mettre en place?

5. Développements nécessaires

2. Diffusion du concept

Actuellement: attribution parfois arbitraire de CdD

Besoins:

- Diffusion à tous les niveaux de la scolarité / formation (transitions)
 - départements et services de l'enseignement obligatoire (régulier et spécialisé), post-obligatoire, supérieur, de la formation professionnelle
- Introduction de la thématique dans :
 - instituts de formation des enseignants (spécialisés et réguliers)
 - formation de base et continue

5. Développements nécessaires

3. Collaboration entre école régulière et spécialisée

Actuellement pour l'intégration: collaboration avec partage des responsabilités

Besoins:

Collaboration accrue :

- Responsabilité des élèves avec CdD : école régulière
- Connaissances liées au handicap : pédagogie spécialisée

5. Développements nécessaires

4. Coordination de la mise en œuvre

Actuellement: initiatives isolées, disparités de traitement

Besoins:

Coordination indispensable à plusieurs niveaux:

- au sein des écoles (personne ressource)
- au sein de et entre les cantons
- entre les différents niveaux de scolarisation/formation (transitions)

5. Développements nécessaires

5. Prise en compte des questions éthiques

Actuellement: paradoxe de la CdD:

- attribution de la CdD liée à un diagnostic
- création d'un groupe hors normes dans l'école «inclusive»

Risques :

- stigmatisation de ces élèves
- création d'autres inégalités (élèves «pas assez handicapés»)
- augmentation des diagnostics (dys, syndrome d'Asperger, etc.)

Merci beaucoup pour votre attention!

Nachteilsausgleich: ein Schritt hin zur inklusiven Schule

Compensation des désavantages: un pas vers l'école inclusive

Myriam Jost, Katrin Müller, SZH

Übersicht

1. Fallbeispiele
2. Gesetzliche Grundlagen
3. Integration / Inklusion
4. Nachteilsausgleich
 - Definition
 - Mögliche konkrete Massnahmen
 - Betroffene Population
 - Behinderungsformen
 - Vorgehen
 - Auftrag SZH
5. Anzustrebende Entwicklungen

1. Fallbeispiele

Gymnasium X:

- Lia, 17-jährig, Dyslexie
- Lia erhält mehr Zeit für die schriftlichen Arbeiten, die Rechtschreibung wird zum Beispiel bei Lernzielkontrollen im Fach Geschichte nicht bewertet.
- Begründung: mit dieser Anpassung kann Lia die Matura abschliessen und ihren Bildungsweg fortfahren.

Gymnasium Y:

- Yann, 17-jährig, Dyslexie
- Yann muss die schriftlichen Arbeiten in der selben Zeit wie die anderen Schülerinnen und Schüler bewältigen. Die Rechtschreibung wird in allen Lernzielkontrollen und Schulfächern bewertet.
- Begründung: Alle müssen die selben Leistungen erbringen, es gibt keine Ausnahmen

2. Gesetzliche Grundlagen

International

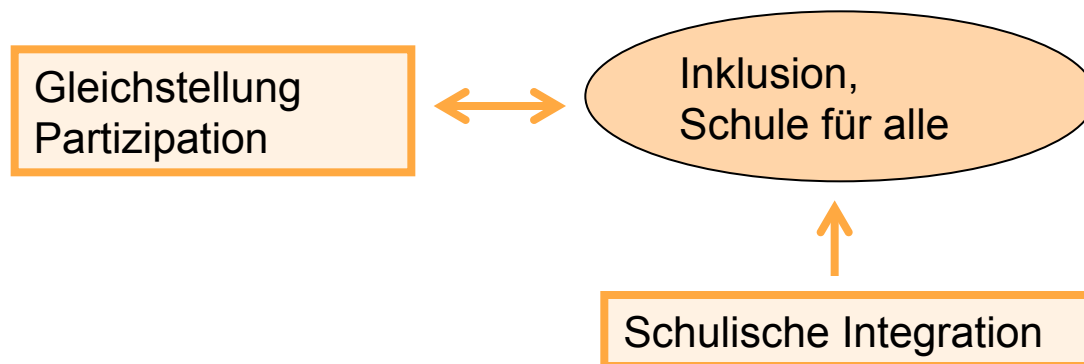
- Erklärung von Salamanca (Unesco, 1994)
 - Bildung für alle
 - Ratifiziert von 92 Ländern, darunter die Schweiz
- UNO-Behindertenrechtskonvention (UNO, 2006)
 - Gleichberechtigte Teilnahme
 - Art. 24: Integration, Gewährung von geeigneten Massnahmen
 - Ratifiziert von 144 Ländern, darunter seit Mai 2014 die Schweiz

Schweiz

- Bundesverfassung (1999)
 - Art. 8: Gleichheitsgebot, Diskriminierungsverbot
- Bundesgesetz über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (2002)
 - Benachteiligungen verhindern, verringern oder beseitigen

3. Integration / Inklusion

Im Rahmen der obligatorischen Schule bedeutet die Gleichstellung von Personen mit Behinderung eine inklusive «Schule für alle».



3. Integration / Inklusion

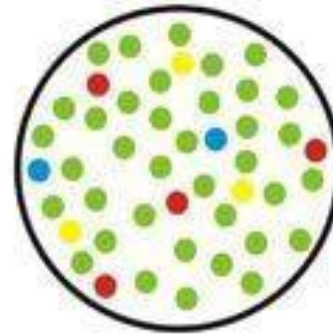
Kantone sind für die Organisation der Schule verantwortlich (Art. 62, Abs. 1 BV), unterliegen aber übergeordnetem Recht.

- Bundesverfassung
- Behindertengleichstellungsgesetz (BehiG)
- UNO-Behindertenrechtskonvention

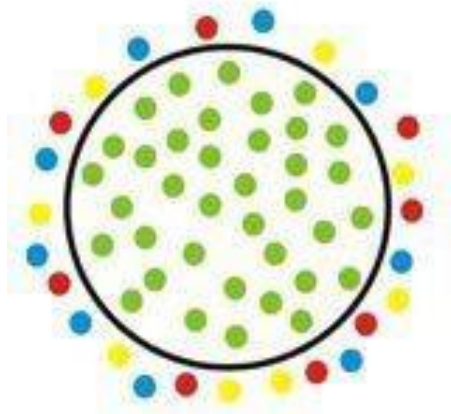
Sie sind verpflichtet:

- die schulische Integration zu organisieren
- die Gleichheit der Schülerinnen und Schüler mit Behinderung sicherzustellen und diese nicht zu diskriminieren

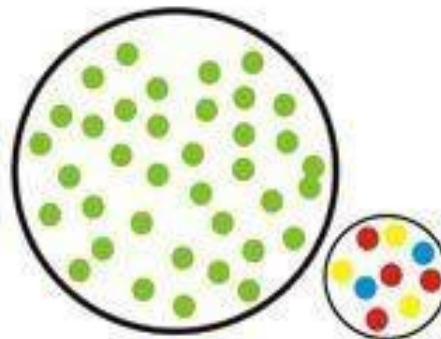
3. Integration / Inklusion



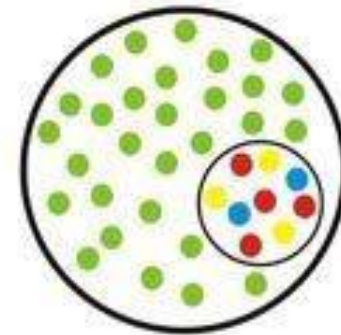
Inklusion



keine Schulung



Separation



Integration

3. Integration / Inklusion

Schulung **mit** angepassten Lernzielen (v.a. obligatorische Schule)

- Für Lernende, die nicht über die Fähigkeiten verfügen, dem Lehrplan zu folgen (häufig geistige Beeinträchtigung vorhanden)
- Anpassung der Lernziele und spezielle Unterstützung
- Schülerinnen und Schüler meistens unter der Verantwortung der Schulischen Heilpädagogik

Schulung **ohne** angepasste Lernziele (auf allen Schulstufen)

- Schülerinnen und Schüler, die über die intellektuellen Fähigkeiten verfügen, um Lehrplan zu verfolgen
- Keine Anpassung der Lernziele, aber Anpassung der Lern- und Prüfungsbedingungen
- Schülerinnen und Schüler unter der Verantwortung der Gymnasien

→ **Nachteilsausgleich**

4. Nachteilsausgleich

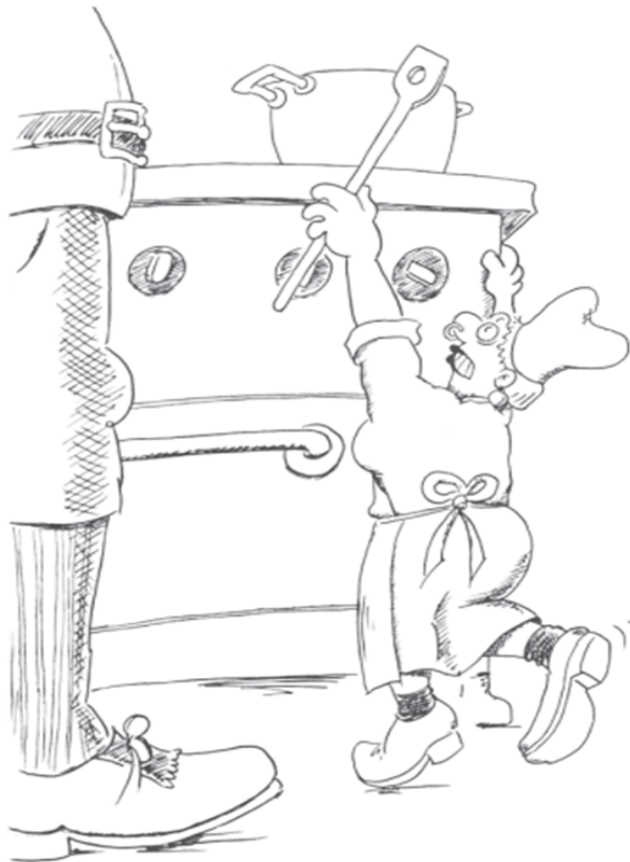
Definition:

- Aufhebung und Verringerung der Einschränkungen durch Behinderungen
- Anpassung der Bedingungen, unter denen Lernen/Prüfungen stattfinden
- Keine Modifikation der Lern- oder Ausbildungsziele

Umsetzung:

- Anwendung in der Schul- und Berufsbildung sowie den entsprechenden Aufnahme- und Qualifikationsverfahren
- Individuelle Massnahmen
- Prinzip der Verhältnismässigkeit

4. Nachteilsausgleich

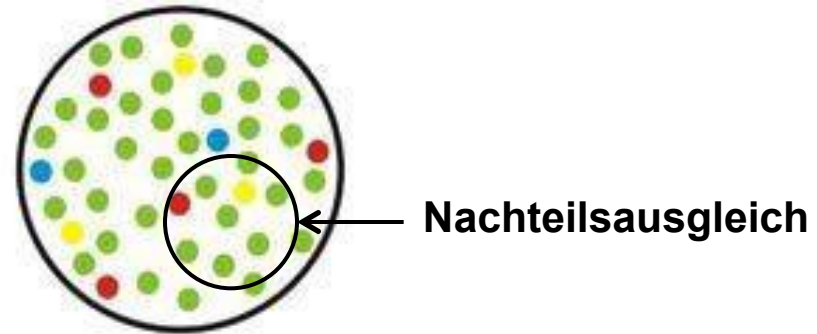


4. Nachteilsausgleich

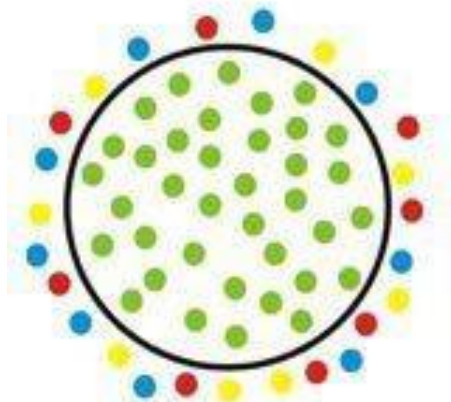
Mögliche konkrete Massnahmen

- **Zeitliche Anpassungen**
 - Mehr Zeit zur Verfügung (Prüfung, Ausbildung)
 - Unterteilung in Sequenzen (Pausen)
- **Räumliche Anpassungen**
 - Gewohnter Arbeitsplatz bei Prüfung
 - Separater Raum
 - Optimale Beleuchtung
- **Material-Anpassungen**
 - Hilfsmittel (Braille-Zeile, PC)
 - Wörterbuch, Taschenrechner
 - Angepasste Unterrichts- und Prüfungsmedien
- **Begleitung durch eine Drittperson**
 - Gebärdensprachdolmetscher
 - «Sekretariatsperson»

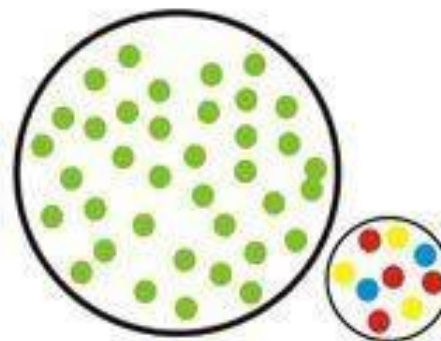
4. Nachteilsausgleich Betroffene Population



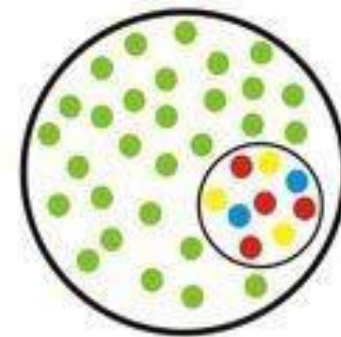
Schule für alle



keine Schulung



Separation



Integration

4. Nachteilsausgleich Betroffene Population

Nach Häufigkeit geordnet

- Psychische Störungen
 - Aufmerksamkeitsdefizit-/Hyperaktivitätsstörung
- Lese-Rechtschreibstörung
- Dyskalkulie
- Dyspraxie
- Sehbehinderung
- Hörbehinderung
- Asperger-Syndrom (Autismus-Spektrums-Störung)
- Körperbehinderung
 - Chronische Krankheiten
 - ...

4. Nachteilsausgleich Vorgehen

Punkte aus der Praxis:

In der obligatorischen Schule und in den Gymnasien:

- Gesuch um Nachteilsausgleich an die schulische Behörde
- Vorlegen eines diagnostischen Gutachtens einer anerkannten Fachperson
- Aushandlung der Massnahmen – Vertrag – Evaluation

In den Gymnasien:

- Nennung einer Frist für das Einreichen des Gesuchs
 - Unterricht: vor dem Beginn / während des ersten Semesters (au rectorat)
 - Maturitätsprüfungen: 6 Monate vorher / 2 Jahre vorher (an die kantonale Maturitätskommission)

Zum Teil unterschiedliche weitere Umsetzungen, unklare Konzepte

4. Nachteilsausgleich Mandat EDK an die SZH

Ziel: Konzept klären, informieren

- FAQ: Allgemeine Informationen
- Merkblätter zu den einzelnen Behinderungsarten
- Artikel in der Revue und in der Zeitschrift für Heilpädagogik, September 2013
- Schwerpunkt in der Schweizerischen Zeitschrift für Heilpädagogik, September 2013
- Schwerpunkt in der Schweizerischen Zeitschrift für Heilpädagogik, Heft 3, März 2015
- Referate an Tagungen von Fachpersonen, politischen Gremien, u.s.w.
- Beratung für Privatpersonen oder politische Instanzen
- ...

5. Anzustrebende Entwicklungen

1. Klare Definition des Konzeptes
2. Verbreitung des Konzeptes
3. Zusammenarbeit zwischen Regel- und Sonderschule
4. Koordination der Umsetzung
5. Ethische Fragen

5. Anzustrebende Entwicklungen

1. Klare Definition des Konzeptes

Aktuelle Situation: bedeutende konzeptuelle Unterschiede

Klärungsbedarf :

- Grenzen des NA (Was ist NA, was nicht?)
- Notenschutz: Wann ist es NA?
- Welche Behinderungsformen werden berücksichtigt und warum?
- Kein Vermerk des NA im Zeugnis
- Vorgehensweisen: Antrag, Zuweisungsprozess
- Begleitung der Lernenden: Was muss eingeführt werden?

5. Anzustrebende Entwicklungen

2. Verbreitung des Konzepts

**Aktuelle Situation: Teilweise willkürliche
Zusprechung von NA**

Bedürfnisse:

- Verbreitung von Informationen auf allen Ebenen der Schule und Berufsbildung (Bildungsdepartemente allgemein und Sonderpädagogik, nachobligatorisch, Sek II, Berufsbildung)
- Einführung der Thematik in die Grund- und Weiterbildung (Regelschullehrpersonen und SHP)

5. Anzustrebende Entwicklungen

3. Zusammenarbeit zwischen Regelschullehrpersonen- und SHP

Aktuell bei Integration: Zusammenarbeit und Teilung der Verantwortung

Bedürfnisse:

Gesteigerte Zusammenarbeit unabdingbar:

- Verantwortung für Lernende mit NA: Regelschullehrperson
- Behinderungsspezifische Kenntnisse: SHP

5. Anzustrebende Entwicklungen

4. Koordination und Umsetzung

**Aktuelle Situation: Isolierte Initiativen,
unterschiedliche Vorgehensweisen**

Bedürfnisse:

Koordination auf verschiedenen Ebenen unandingbar:

- Innerhalb der einzelnen Schule (für NA zuständige Person)
- Innerhalb und zwischen den Kantonen
- Zwischen den einzelnen (Aus-)Bildungsstufen (Übergänge)

5. Anzustrebende Entwicklungen

5. Berücksichtigung ethischer Fragestellungen

Paradox des Nachteilsausgleichs:

- **NA ist an eine Diagnose gebunden**
- **Schaffen einer aussergewöhnlichen Gruppe in einer «inkluisiven» Schule**

Risiken:

- Stigmatisierung dieser Schülerinnen und Schüler
- Schaffen anderer Ungleichheiten («nicht genügend behinderte» Lernende)
- Zunahme von Diagnosen (ADHS, Asperger-Syndrom usw.)

Vielen Dank für Ihre Aufmerksamkeit

Bildung und Behinderung: was sagen die Gerichte zum Thema Nachteilsausgleich?

Tagung «Nachteilsausgleich in der Sek II:
Herausforderungen und Chancen einer gesetzlichen Auflage»

Donnerstag 30. Oktober 2014, Magglingen

Caroline Hess-Klein, Dr. iur.
Fachstelle Égalité Handicap



Schulstufen und rechtliche Grundlagen

Obligatorischer Grundschulunterricht: – Primarstufe (1-8) – Sekundarstufe I (9-11)	– Art. 8 Abs. 2, 19 und 62 BV – Art. 20 BehiG – HARMOS – Sonderpädagogikkonkordat – Kantonale Gesetzgebung
→ Sekundarstufe II	– Art. 8 Abs. 2 BV – BehiG (wenn Bundeskompetenz, Bsp. berufliche Grundbildung) – Spezialgesetzgebung des Bundes – Kantonale Gesetzgebung
Tertiärstufe	– Art. 8 Abs. 2 BV – BehiG (wenn Bundeskompetenz, Bsp. Höhere Berufsbildung, ETH) – Spezialgesetzgebung des Bundes – Kantonale Gesetzgebung

Wovon reden wir? Beispiele aus der Praxis

- Schüler mit psychischer Behinderung, welche wiederholte Abwesenheiten zur Folge hat. Gesuch um Anpassung der Ausbildungsdauer.
- Schülerin mit Syndrom Gilles-de-la-Tourette. Wird aus dem Prüfungssaal ausgeschlossen, weil sie stört.
- Schüler mit Seh- oder Körperbehinderung. Gesuch um Anpassung der Prüfungsbedingungen.
- Schülerin mit Asperger Autismus. Gesuch um Anpassung der Ausbildungsbedingungen.
- Schüler mit Legasthenie. Gesuch um Nicht-Berücksichtigung der Rechtsschreibung.






Nachteilsausgleich
Der rechtliche Rahmen



Art. 8 Abs. 2 BV

Niemand darf diskriminiert werden, namentlich nicht wegen der Herkunft, der Rasse, des Geschlechts, des Alters, der Sprache, der sozialen Stellung, der Lebensform, der religiösen, weltanschaulichen oder politischen Überzeugung **oder wegen einer körperlichen, geistigen oder psychischen Behinderung.**



BehiG

Art. 3

Das Gesetz gilt für:

(...)

f. Aus- und Weiterbildung;

(...)



BehiG

Art. 2 Abs. 1

¹ In diesem Gesetz bedeutet Mensch mit Behinderungen (Behinderte, Behinderter) eine Person, der es eine voraussichtlich dauernde körperliche, geistige oder psychische Beeinträchtigung erschwert oder verunmöglicht, alltägliche Verrichtungen vorzunehmen, soziale Kontakte zu pflegen, sich fortzubewegen, sich aus- und fortzubilden oder eine Erwerbstätigkeit auszuüben.

(...)



BehiG

Art. 2 Abs. 5

Eine Benachteiligung bei der Inanspruchnahme von Aus- und Weiterbildung liegt insbesondere vor, wenn:

- a. die Verwendung behindertenspezifischer Hilfsmittel oder der Beizug notwendiger persönlicher Assistenz erschwert werden;
- b. die Dauer und Ausgestaltung des Bildungsangebots sowie Prüfungen den spezifischen Bedürfnissen Behinderter nicht angepasst sind.



BehiG

Art. 8 Abs. 2

Wer durch das Gemeinwesen im Sinne von Artikel 2 Absatz 5 benachteiligt wird, kann beim Gericht oder bei der Verwaltungsbehörde verlangen, dass das Gemeinwesen die Benachteiligung beseitigt oder unterlässt.



Urteil Bundesverwaltungsgericht 2D_7/2011 (2011)

- 2.2 Art. 3 lit. f. BehiG unterstellt die "Aus- und Weiterbildung" dem Geltungsbereich des Behindertengleichstellungsgesetzes. Eine Benachteiligung bei Inanspruchnahme der Bildung liegt gemäss Art. 2 Abs. 5 BehiG vor, wenn die Verwendung behindertenspezifischer Hilfsmittel oder der Beizug notwendiger persönlicher Assistenz erschwert werden (lit. a) oder die Dauer und Ausgestaltung des Bildungsangebotes sowie Prüfungen den spezifischen Bedürfnissen Behinderter nicht angepasst sind (lit. b).
- 2.3 Gemäss Art. 62 Abs. 1 BV sind für das Schulwesen die Kantone zuständig. Sie sorgen für einen ausreichenden, an öffentlichen Schulen unentgeltlichen Grundschulunterricht, der obligatorisch ist und allen Kindern offen steht (Abs. 2). Diese Pflicht beschränkt sich auf die Primar-, Real- und Sekundarschule (BGE 133 I 156).
- 2.4 Nach Art. 8 Abs. 4 BV sieht das Gesetz Massnahmen zur Beseitigung von Benachteiligungen der Behinderten vor. Danach sind die Gesetzgeber von Bund und Kantonen gehalten, in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich tätig zu werden. Der Bundesgesetzgeber hat dies im Bereich seiner Zuständigkeit mit Erlass des Behindertengleichstellungsgesetzes getan. Aus Art. 8 Abs. 4 BV kann jedoch keine allgemeine Bundeskompetenz zur Regelung des entsprechenden Bereichs abgeleitet werden (...). An der bundesstaatlichen Zuständigkeitsordnung ändert sich damit nichts (...). Das Behindertengleichstellungsgesetz erfasst somit grundsätzlich nur Bildungsangebote im Zuständigkeitsbereich des Bundes (...). Auf die kantonalen Bildungsangebote ist das Gesetz - vom Bereich der Grundschule abgesehen (...) - dagegen nicht anwendbar. Das Behindertengleichstellungsgesetz findet folglich auf die unter kantonaler Hoheit stehende Universität Zürich keine Anwendung.



Berufsbildungsgesetz

Art. 18 Berücksichtigung individueller Bedürfnisse

1 Für besonders befähigte oder vorgebildete Personen sowie für Personen mit Lernschwierigkeiten oder Behinderungen kann die Dauer der beruflichen Grundbildung angemessen verlängert oder verkürzt werden.

2 Der Bundesrat erlässt besondere Bestimmungen über die fachkundige individuelle Begleitung von Personen mit Lernschwierigkeiten in zweijährigen beruflichen Grundbildungen.

(...)



Berufsbildungsgesetz

Art. 21 Berufsfachschule

² Die Berufsfachschule hat einen eigenständigen Bildungsauftrag; sie (...)

c. fördert die tatsächliche Gleichstellung von Frau und Mann sowie die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen durch entsprechende Bildungsangebote und -formen.



Kantonale Gesetzgebung



Anforderungen an den Nachteilsausgleich

Was sagt die Rechtsprechung?



BGE 122 I 130 E3c/bb S. 137

„Aus der menschenrechtlichen Komponente, die der Handels- und Gewerbefreiheit insbesondere in der Ausgestaltung der Berufswahlfreiheit innewohnt (...), ergibt sich hingegen, dass der Staat die Berufszulassung nicht unnötigerweise von Voraussetzungen abhängig machen darf, die Behinderte nicht erfüllen können. Solange jedoch polizeilich gerechtfertigte Anforderungen zur Diskussion stehen, kann der bloße Umstand, dass einzelne Personen diese nicht zu erfüllen vermögen, noch kein Grund sein, die Anforderungen zu senken. So können zum Beispiel Personen, die infolge eines Gebrechens nicht in der Lage sind, ein Motorfahrzeug sicher zu führen, keinen Führerausweis erwerben, auch wenn sie dadurch in ihrem beruflichen Fortkommen behindert werden (...). Dasselbe gilt auch für gewerbepolizeilich begründete Anforderungen an bestimmte Berufe.“



Urteil des Bundesgerichts 2P.140/2002

„Eine indirekte Diskriminierung ist vorliegend zu verneinen. Der Besuch eines Gymnasiums, dessen Ziel der Erwerb der Hochschulreife ist, stellt höhere Anforderungen an Schüler als der Besuch einer Volks- oder Sekundarschule. Dazu gehört unter anderem auch die Fähigkeit, unter Stressbedingungen Gedankengänge richtig zu erfassen und in einer korrekten Formulierung zum Ausdruck zu bringen, zumal dies in allen Schulfächern von Wichtigkeit ist. Diese Fähigkeit darf auch von Behinderten erwartet werden. Es verletzt demnach das indirekte Diskriminierungsverbot nicht, wenn die kantonalen Behörden es abgelehnt haben, mit Rücksicht auf die Behinderung des Beschwerdeführers die zu stellenden Anforderungen an die Aufnahmeprüfung zu senken respektive die Bewertung seiner Arbeit zu verbessern.“



Urteil Bundesverwaltungsgericht B-7914/2007 (2008) E4.5.

„Es seien deshalb keine Erleichterungen zu gewähren hinsichtlich der Anforderungen, die der Prüfungstoff verlangt. Qualifiziere eine Prüfung für einen Beruf, der gewisse körperliche oder geistige Fähigkeiten erfordert, müsse gewährleistet sein, dass die persönlichen Defizite auch dort noch hinreichend ausgeglichen werden könnten. Bei der Frage nach Art und Umfang des Ausgleichs müsse geprüft werden, welche Erleichterungen notwendig sind, damit ein behinderter Kandidat die gleichen Chancen habe, die Prüfung zu bestehen, wie wenn seine Behinderung nicht vorhanden wäre (...).“

In Bezug auf die Ausgestaltung von Prüfungsabläufen ist dem Schrifttum (...) Folgendes zu entnehmen: Die Anpassung des Prüfungsablaufs an spezifische Behinderungssituationen könne auf verschiedene Arten geschehen und sei auf den Einzelfall abzustimmen. Ein individualisiertes Vorgehen sei deshalb erforderlich, weil Art und Grad von Behinderung sehr vielfältig sein könnten. (...) Grundsätzlich sei als Nachteilsausgleich nur an formale Prüfungsvereinfachungen zu denken. Die am häufigsten gewählten Modifikationen seien Prüfungszeitverlängerungen in einem angemessenen Umfang, insbesondere als Ausgleich für ein behinderungsbedingt verlangsamtes Arbeitstempo, z.B. wegen Bewegungsstörungen.



• **Urteil Bundesverwaltungsgericht B-7914/2007 (2008) E4.5.**
(Fortsetzung)

Dabei sei grundsätzlich zu prüfen, ob dem Kandidaten eine reine Zeitverlängerung auch wirklich helfe. Werde eine Verlängerung der Prüfungszeit gewährt, müsse sichergestellt werden, dass der Kandidat die Mehrzeit auch effektiv nutzen könne. Als weitere Anpassungen der Prüfungsmodalitäten sei an *längere oder zusätzliche Pausen, eine stärkere Prüfungsgliederung, die Abnahme der Prüfung in mehreren Etappen, andere Prüfungsformen oder an die Benutzung eines Computers* zu denken. Bei sehbehinderten Kandidaten seien z.B. die *Prüfungsunterlagen zu vergrössern*, um der übermässig auftretenden Ermüdung Rechnung zu tragen. Bei körperbehinderten Kandidaten wiederum sei ein *behinderungsgerecht angepasster Arbeitsplatz* erforderlich, der *höhenverstellbar und/oder kippar* sei. Gegebenenfalls müsse eine Hilfsperson die erforderlichen Einstellungen vornehmen. Falle einem Kandidaten das Schreiben von Hand schwer, sei ihm ein *Computer oder – wenn er einen PC nicht angemessen bedienen könne – ein Diktiergerät* zur Verfügung zu stellen. Weiter könne behinderten Kandidaten eine *Arbeitsassistentin* in Form eines *Vorlesers oder einer Schreibhilfe* zur Verfügung gestellt werden. Diese führe manuelle Arbeiten aus, wie *Stifte bereit stellen, Seiten umblättern oder Hilfestellung beim Gang auf die Toilette.*"



Liste der Urteile

Bund

- Urteil Bundesgericht 2D_22/2012 (2012) (Anwaltsprüfung/Sehbehinderung)
- Urteil Bundesgericht 2D_7/2011 (2011) (Lizenzat II, Rechtswissenschaften/psychische Behinderung)
- Urteil Bundesgericht 2P.140/2002 (2002) (Kantonsschule/Sprachbehinderung)
- Urteil Bundesverwaltungsgericht A-541/2009 (ETH/psychische Behinderung/Zeitpunkt des Gesuchs)
- Urteil Bundesverwaltungsgericht B – 7914/2007 (2008) (Passerelle Prüfung/Körperbehinderung)

Kantone

- Urteil Verwaltungsgericht des Kantons Zürich vom 25. Juni 2008, vb.2007.00564 (Iiz Prüfungen/Schreibfehler nicht negativ berücksichtigen)
- Urteil des Verwaltungsgerichts des Kantons Zürich vom 9. November 2011, vb 2011.00573 (Langzeitgymnasium/Legasthenie/Herabsetzung fachlicher Anforderungen)
- Urteil des Verwaltungsgerichts des Kantons Zürich vom 29.5.2013, VB.2012.00812 (Fachmittelschule/ADHS/Rechtsschreibschwäche/Zeitpunkt des Gesuchs)
- Urteil des Verwaltungsgerichts des Kantons Zürich vom 2. Oktober 2013, VB 2013.00472 (Kantonsschule/Probezeit/Langzeitgymnasium/ADHS/Sprachstörung/mehr Zeit)
- Urteil des Verwaltungsgericht des Kantons St Gallen vom 27. August 2013, B 2012/231 (Bachelor/ADHS/Legasthenie/Zeitpunkt Gesuch Nachteilsausgleich)



Beispiel:

SETTLEMENT AGREEMENT BETWEEN
THE UNITED STATES OF AMERICA,
LOUISIANA TECH UNIVERSITY,
AND THE BOARD OF SUPERVISORS
FOR THE UNIVERSITY OF LOUISIANA SYSTEM
UNDER THE AMERICANS WITH DISABILITIES ACT, July 22, 2013, DJ #204-33-116



„8.The United States has determined that the University’s exclusion of a student who is blind from its course offerings through the use of MyOMLlab, an online learning product that was inaccessible to the Complainant, violates title II of the ADA. The online learning product, which was available to other students twenty-four hours per day, was used for tutorials on course subject matter; was required for the completion of homework in the course (including an interactive aspect that allowed for immediate feedback to students on the correctness of answers provided and an opportunity to re-answer any questions for full credit); and was used for the administration of tests in the course.“



Kernaussagen der Rechtsprechung

Die Anpassungen an die spezifischen Bedürfnisse von Menschen mit Behinderung bezwecken, die aus der Behinderung folgenden Nachteile auszugleichen (Nachteilsausgleich).

– Formale Anpassungsmassnahmen. Bsp.:

- Längere Pausen
- Benutzung eines Computers
- Zeitverlängerung
- besondere Prüfungsform

– Materielle Anpassungsmassnahmen?

Bedingung: Die Prüfung muss noch ihren zentralen Zweck erreichen.

– Gesuch rechtzeitig stellen!



Ziele der Anpassungen

• Ziel der Anpassungen in der Prüfungsausgestaltung ist nur der **Ausgleich** der aus der Behinderung resultierenden **Schlechterstellung**, **nicht** aber eine **Besserstellung** gegenüber den übrigen Kandidat/innen.

• Die gewährten Anpassungen dürfen auch **nicht** dazu führen, dass **zentrale Fertigkeiten**, die für die Ausübung eines Berufs wichtig sind, **nicht geprüft werden** können.

• Es sind **deshalb keine Anpassungen** zu gewähren **hinsichtlich der zentralen Anforderungen**, die der **Prüfungstoff** verlangt.



Beispiele für Prüfungsanpassungen

- **Prüfungszeitverlängerung**, die effektiv genutzt werden kann
- längere oder zusätzliche **Pausen**
- die Abnahme der Prüfung in **mehreren Etappen** (z.B. Aufteilung auf 2 Tage)
- andere **Prüfungsformen** (schriftlich statt mündlich oder umgekehrt)
- **Arbeitsassistenz**, z.B. Vorleser oder Schreibhilfe/Notetaker
- **Behinderungsgerecht angepasster Arbeitsplatz**
- **Computer** oder – wenn ein PC nicht angemessen bedient werden kann – ein **Diktiergerät**
- etc...



Versuch einer Unterscheidung zwischen Nachteilsausgleich und Lernzielanpassung

- **Nachteilsausgleich** = „**formelle Anpassungen**“ = die zentralen Fähigkeiten/Kenntnisse/Anforderungen werden erfüllt.
- **Lernzielanpassung** = „**inhaltliche Anpassung**“ = die inhaltlichen Anforderungen werden reduziert, wenn die betreffende Person selbst mit Nachteilsausgleich nicht in der Lage ist, die vorgegebenen Minimalziele der Ausbildung/Prüfung zu erreichen.
- **Abgrenzungsprobleme** vor allem bei Lernbehinderungen wie Legasthenie oder Dyskalkulie.



Eintrag im Zeugnis?

- Ein **Nachteilsausgleich** darf **nicht im Zeugnis eingetragen** werden.
- Eine **Lernzielanpassung** **muss** im Zeugnis **eingetragen** werden.



UNO-Behindertenrechtskonvention



Art. 24 UNO-BRK

- (1) Die Vertragsstaaten anerkennen das Recht von Menschen mit Behinderungen auf Bildung. Um dieses Recht ohne Diskriminierung und auf der Grundlage der Chancengleichheit zu verwirklichen, gewährleisten die Vertragsstaaten ein integratives Bildungssystem auf allen Ebenen und lebenslanges Lernen (...)
- (2) Bei der Verwirklichung dieses Rechts stellen die Vertragsstaaten sicher, dass
- a) Menschen mit Behinderungen nicht aufgrund von Behinderung vom allgemeinen Bildungssystem ausgeschlossen werden und dass Kinder mit Behinderungen nicht aufgrund von Behinderung vom unentgeltlichen und obligatorischen Grundschulunterricht oder vom Besuch weiterführender Schulen ausgeschlossen werden;
 - b) Menschen mit Behinderungen gleichberechtigt mit anderen in der Gemeinschaft in der sie leben, Zugang zu einem integrativen, hochwertigen und unentgeltlichen Unterricht an Grundschulen und weiterführenden Schulen haben;
 - c) angemessene Vorkehrungen für die Bedürfnisse des Einzelnen getroffen werden;
 - d) Menschen mit Behinderungen innerhalb des allgemeinen Bildungssystems die notwendige Unterstützung geleistet wird, um ihre erfolgreiche Bildung zu erleichtern;
 - e) in Übereinstimmung mit dem Ziel der vollständigen Integration wirksame individuell angepasste Unterstützungsmaßnahmen in einem Umfeld, das die bestmögliche schulische und soziale Entwicklung gestattet, angeboten werden.
- (...)

UNO-BRK Ausschuss, Concluding Observations/Australien, 21. Oktober 2013, betreffend Art. 24 UNO-BRK

„45. The Committee is concerned that despite the Disability Standards for Education established to ensure access to education on an equal basis, students with disabilities continue to be placed in special schools and many of those who are in regular schools are largely confined to special classes or units. The Committee is further concerned that students with disabilities enrolled in regular schools receive a substandard education due to lack of reasonable accommodation. The Committee is also concerned that secondary school completion rates for students with disabilities are about half of those for people without disability. (...)“

Art. 24 Behindertenrechtskonvention

Zentrale Aspekte des Rechts auf Bildung der BRK

- **Recht auf (Grundschul-)Bildung**
- **Verbot der Diskriminierung auf allen** Bildungsstufen
- Pflicht zum Aufbau eines **inklusiven Bildungssystems**

- Erlernen von **Kenntnissen im Kommunikationstechniken und lebenspraktischen Fertigkeiten**
- **Ausbildung** des Lehrpersonals

- **Gleichberechtigter Zugang zu Hochschule, Berufsausbildung, Erwachsenenbildung und lebenslangem Lernen**





© Copyright World Health Organization (WHO) 2002